



24 JUIN 2014

ADRESSE AUX SOCIALISTES

LE SENS DE NOTRE ACTION

PAR JEAN-CHRISTOPHE CAMBADÉLIS,
PREMIER SECRÉTAIRE DU PARTI SOCIALISTE

ET

GUILLAUME BACHELAY
SECRÉTAIRE NATIONAL À LA COORDINATION
ET AUX ÉTUDES



LE CHOC DE LA DÉINDUSTRIALISATION

Dans le moment que nous traversons, nous appelons les socialistes à replacer leur combat dans une cohérence qui va au-delà des controverses conjoncturelles.

Nous vivons un moment inédit de l'histoire de notre pays, qui est aussi un défi nouveau pour le socialisme démocratique.

Depuis deux siècles, la France a fondé son développement et son rayonnement sur ses valeurs – liberté, égalité, fraternité, laïcité –, sa culture et sa langue. Elle les a aussi adossés à la puissance de son système productif. La création de richesses en vue de leur répartition, la spécialisation du tissu économique, l'organisation des tâches au travail, les choix d'infrastructures qu'elles suscitent pour aménager le territoire sont le cœur battant de la société.

Indispensable, l'industrie est un moteur irremplaçable. Elle crée davantage d'emplois qualifiés et mieux rémunérés que d'autres secteurs de l'économie. Elle contribue pour une large part au financement de notre modèle social – école, sécurité sociale, retraites, allocations et prestations de solidarité. Elle permet de redistribuer les richesses produites entre les individus, les générations, les territoires. Elle mobilise des gisements d'innovation, de recherche, d'ingénierie, qui génèrent à leur tour de l'activité. Elle représente l'essentiel de nos performances à l'international. Elle irrigue, par-delà les sites de production et les centres de décision, un tissu d'entreprises, de PME notamment, dans chaque région marquée, à des degrés divers, par une histoire industrielle. Elle établit une frontière entre production et spéculation, richesse durablement utile à la collectivité et enrichissement égoïste à court-terme.

L'industrie n'a pas seulement fait la France, l'industrie française a contribué à faire la modernité du monde. Du métier à tisser au train à grande vitesse, de l'automobile à la carte à puce, de la machine à vapeur au détecteur de particules, de la maîtrise de l'atome à celle de l'ADN, les apports de la France à l'industrie, à la recherche, à la technique humaines et à leurs applications sont aussi nombreux que décisifs.

C'est pourquoi la désindustrialisation est un drame national.

Pour nos concitoyens, elle est le symbole du déclin redouté autant que le symptôme de la crise de l'avenir éprouvée. Voilà deux décennies aux moins que la France subit une perte de vigueur industrielle, mais c'est entre 2002 et 2012 que la situation s'est tragiquement aggravée. Cette période a été marquée par une disparition sans précédent de l'emploi industriel – 750 000 postes rayés de la carte –, une dégradation préoccupante de la balance commerciale – excédentaire quand Lionel Jospin et la gauche quittèrent le pouvoir –, un recul marqué dans les principaux classements internationaux – en matière universitaire, scolaire, de hautes technologies.

Dans les territoires, les usines qui ferment, les ateliers à l'arrêt, les cheminées qui ne crachent plus, sont synonymes de chômage pour les travailleurs et de moindres ressources pour les collectivités locales. Elles concrétisent dans la vie de tous les jours l'idée que « tout fout le camp », les salaires, les savoir-faire, le commerce, bref ce qui fait qu'un bassin d'emploi est d'abord un bassin de vie.

Pour la nation et ses comptes, la perte de substance industrielle est aussi une mauvaise nouvelle puisqu'elle se traduit par des recettes en moins et des déficits en plus.

Dans le vaste monde, elle expose au risque de décrochage par rapport à nos principaux compétiteurs, hors d'Europe et au sein de l'Europe.

Pour la démocratie elle-même, la désindustrialisation est une menace : celle de l'extrême-droite qui, à défaut de proposer des solutions, attise les braises de la détresse des hommes et de la nostalgie des âmes.

Si elle ébranle l'idée que la France se fait d'elle-même, la désindustrialisation bouscule aussi le socialisme. Certes, en Europe, il varie selon la diversité géographique, économique, sociale, administrative, des États-nations, mais partout il repose sur l'articulation entre la production – « le véritable but de la société », selon Saint-Simon – et la répartition des richesses – à travers le salaire, la fiscalité et la dépense publique. L'histoire du socialisme et de la social-démocratie sur le continent est scandée par cette dia-

lectique et cette dynamique. En France, elles ont inspiré les choix économiques et sociaux au lendemain de la Seconde guerre mondiale, puis au cours des Trente glorieuses, depuis lors également et de façon décisive, sous l'impulsion des gouvernements et des majorités parlementaires à direction socialiste.

En 2012, le Parti socialiste a affronté une situation inédite sous la V^e République : accéder aux responsabilités de la France alors que les déficits – d'emploi, des finances publiques, de compétitivité – avaient atteint une cote d'alerte historique et que l'appareil productif – et d'abord les entreprises industrielles, quels que soient leur taille et leur champ d'activité – était affaibli comme jamais depuis plus d'un demi-siècle, sur fond de dette record – aux deux tiers détenue par des créanciers internationaux – et de chômage de masse – un million de demandeurs supplémentaires dans les cinq ans qui ont précédé l'alternance.

Pour répartir, il faut produire. Pour redistribuer, il faut créer. Pour progresser, il faut innover. Tel fut le message de François Hollande dès 2009 lorsqu'il proposa, dans la perspective de la primaire citoyenne, un pacte productif. Tel fut l'axe du projet socialiste adopté en 2011 qui reposait sur la priorité à la production, ses entreprises, ses salariés, ses outils de financement, son déploiement dans les territoires. Tel fut le mot d'ordre du projet présidentiel de 2012 : « *je veux redresser la France* », affirmait d'emblée notre candidat dont le premier des soixante engagements était « *la création d'une banque publique d'investissement* ».

La responsabilité de nos prédécesseurs de droite est gigantesque. Qu'ils puissent aujourd'hui délivrer des leçons de saine gestion ou de pilotage économique est profondément choquant. Reste que c'est nous, les socialistes, qui exerçons la conduite du pays. C'est à nous, une fois encore, de faire reculer les inégalités et progresser la démocratie. C'est à nous qu'il incombe de redonner de la force à l'économie en général et à l'industrie en particulier. Pour faire redémarrer la croissance et combattre le chômage. Pour préserver et développer notre modèle social républicain. Pour rester une nation souveraine dans la mondialisation. Pour redonner confiance dans l'action publique et dans l'avenir face aux libéraux qui ont le laisser faire pour credo et aux nationalistes qui ont le repli pour programme.

LA RECONQUÊTE PRODUCTIVE : LE DÉFI DES PATRIOTES, LE DEVOIR DES SOCIALISTES

Pourquoi l'industrie française s'est-elle effondrée en dix ans et comment inverser la donne ? Toute parole qui ne répond pas à cette question est nulle et non avenue pour nos concitoyens qui savent que beaucoup, sinon tout, en dépend.

Trois principales réponses existent dans le débat public, qui correspondent à trois destinations pour la France : le gouffre, l'impasse ou l'horizon.

Le gouffre, c'est le Front national, qui propose au pays de sortir de l'euro, de l'Europe, et finalement du monde. L'extrême droite entretient le mythe d'une France sans les autres et contre les autres. Dans une économie globalisée et interdépendante, son projet de repli national et de protectionnisme hexagonal aboutirait à l'effondrement industriel et agricole, à l'appauvrissement généralisé des ménages, à la banqueroute financière de l'État. Ce n'est pas le moindre des paradoxes que d'entendre le parti auto-proclamé de la souveraineté proposer une politique qui, si elle était par malheur mise en œuvre, aboutirait à la relégation économique du pays et à sa mise sous surveillance par les institutions internationales.

L'impasse, c'est la droite qui propose la revanche libérale par le démantèlement social. Ses chefs et sous-chefs concurrents ont un objectif concordant : non pas reconstruire l'appareil industriel, mais démolir le modèle social, les services publics, les solidarités. Qu'il s'agisse de répondre aux enjeux du financement des entreprises, d'investir dans la formation et la transition écologique, d'associer les corps intermédiaires, d'orienter la fiscalité et l'épargne vers l'innovation, de faire confiance aux territoires pour développer l'économie et l'emploi, de protéger l'économie face aux assauts des spéculateurs, ou encore de réorienter les politiques européennes, la droite n'a tiré aucun enseignement de son échec.

L'horizon, c'est nous qui le proposons et il passe par le redressement et la modernisation de notre appareil produc-

tif. Car vouloir de nouveau l'industrie, c'est aussi concevoir une industrie nouvelle, structurée en filières, localisée pour mieux se projeter à l'international, fondée sur la qualité et l'écologie. Voilà la grande cause à laquelle nous consacrons notre énergie. Elle consiste à prendre appui sur nos atouts – si nombreux –, à combler nos faiblesses ou nos retards – il y en a –, à renforcer la compétitivité de l'économie française – il le faut.

SOUTENIR LA COMPÉTITIVITÉ DANS TOUTES SES DIMENSIONS

Socialistes, nous revendiquons une approche globale, totale, de la compétitivité. En ayant les idées claires : pour nous, elle est d'abord affaire d'innovation, de montée en gamme de l'économie, c'est-à-dire de qualification des salariés, d'amélioration de leurs conditions de travail, de modernisation et de qualité des process, de bon positionnement des produits made in France dans la mondialisation. C'est pourquoi nous avons mis en place la banque publique d'investissement pour les PME et les ETI, des filières stratégiques regroupant grands donneurs d'ordre et sous-traitants, des plans pour la Nouvelle France industrielle mêlant initiative privée et soutien public, des mesures pour l'innovation, ainsi qu'un nouveau programme d'investissements d'avenir pour moitié consacré à la transition énergétique, une gestion plus active des participations de l'État, une fiscalité plus favorable aux PME et aux jeunes entreprises innovantes. C'est aussi le sens des réformes issues du dialogue social : sécurisation de l'emploi et droits rechargeables à l'assurance chômage, contrats de génération, formation professionnelle davantage tournée vers les chômeurs, compte pénibilité au cœur de la réforme des retraites, ainsi que présence accrue des représentants des salariés dans les conseils d'administration des grandes entreprises. C'est le sens de la loi – la première jamais adoptée – que nous avons voulue pour reconnaître et soutenir l'économie sociale et solidaire. La qualité dans toutes ses dimensions, c'est d'abord cela, la compétitivité.

D'abord, mais pas seulement. En même temps, nous devons renforcer les capacités de financement et d'investissement de nos entreprises : elles sont trop faibles et il n'est

ni raisonnable ni responsable de le contester. Ces dernières années, dans la mondialisation, elles ont été fragilisées à la fois par les productions haut de gamme, peu sensibles aux variations de prix, et par les économies émergentes, qui peuvent fabriquer une gamme moyenne à moindres coûts. Sur ce front-là aussi, il fallait réagir et agir. C'est le sens du crédit d'impôt compétitivité emploi perçu par les entreprises depuis le mois dernier et de la trajectoire de réduction des cotisations et de la fiscalité définie dans le pacte de responsabilité et de solidarité. Son objectif est de soutenir les capacités des entreprises qui, en retour, doivent s'engager au sein des branches professionnelles à investir, former, embaucher. La puissance publique doit concilier visibilité et efficacité : la visibilité, c'est une perspective claire pour les acteurs économiques ; l'efficacité, c'est sa mise en œuvre par paliers, afin d'évaluer chaque année, avec les partenaires sociaux et le Parlement, les résultats obtenus en matière de formation, d'investissements en France et d'emplois maintenus ou créés, afin aussi d'améliorer les dispositifs quand il le faut en les orientant prioritairement vers la production.

Pour financer le pacte, réduire le poids que font peser les déficits, mais aussi pour réduire la fiscalité directe en direction des ménages modestes, en attendant de le faire pour les classes moyennes, des économies sont nécessaires. Elles ont déjà commencé en 2014 et se prolongeront d'ici 2017. Les efforts seront partagés entre l'État dont les budgets dédiés à l'emploi, l'école, la justice, la sécurité sont sanctuarisés, les collectivités locales dont l'organisation sera clarifiée et simplifiée, la protection sociale sans déremboursements ni forfaits. Ces dernières semaines, le Parti socialiste a fait savoir ses points d'attention au gouvernement qui les a pris en compte : pour les petites pensions, pour le plan pauvreté et le RSA, pour les fonctionnaires aux rémunérations modestes, pour les emplois d'avenir, pour la priorité aux PME, pour la mise en œuvre par étapes du pacte, des avancées ont été obtenues. D'autres pourront l'être dans les mois qui viennent, pour soutenir la construction de logements et l'investissement local entre autres.

Une stratégie productive, pour être efficace, doit être offensive, elle doit aussi reposer sur des dispositifs de défense de l'intérêt général. En économie, la protection n'est pas un gros mot – elle ne l'est ni pour les Etats-Unis, ni pour la

Chine, ni pour le Japon, ni pour aucune des nations qui s'est dotée d'une ambition pour son industrie. C'est l'un des volets de notre action pour la réorientation des politiques européennes. C'est aussi le sens du décret Valls-Montebourg qui vise à protéger les entreprises françaises stratégiques de repreneurs internationaux en accordant à l'État un droit de regard : en cas d'acquisitions dans des secteurs essentiels à notre économie – eau, santé, télécoms, énergies, transports –, un accord préalable de la puissance publique sera désormais nécessaire. De cette façon, nous rééquilibrons les rapports de force entre les intérêts des multinationales et ceux de l'État. De même, l'entrée de l'État au capital d'Alstom ou de PSA permet de bâtir de vraies alliances industrielles et non d'assister à la disparition de fleurons industriels essentiels pour notre souveraineté. Nous refusons, nous socialistes, de rester les bras croisés ou les bras ballants quand il est question de la force industrielle de la France.

L'ensemble de ces leviers d'action conçus ou activés depuis 2012 dessinent un nouvel interventionnisme de la puissance publique pour la reconquête productive de la France et en France : c'est l'État qui agit pour son appareil productif ! Elle nécessite le rassemblement autour de nouvelles synthèses entre innovation et protection, qualité et coûts, offre et demande, démocratie sociale et démocratie politique. Elle a besoin de durée car reconstruire un appareil productif performant prend plus de temps que de laisser tomber les usines et partir les laboratoires de recherche. Elle a aussi besoin que l'Europe prenne sa part du défi car la cause de la production et de l'emploi, loin d'être hexagonale, est évidemment continentale.

RÉORIENTER L'EUROPE POUR LA CROISSANCE, L'EMPLOI, L'AVENIR

La gestion de l'Union a été durement sanctionnée par les citoyens du continent lors des élections du 25 mai dernier. Ils la jugent trop austéraitaire et pas assez sociale, trop bureaucratique et pas assez efficace. La France, comme d'autres Etats membres, doit renforcer la compétitivité de son éco-

nomie, investir dans l'éducation, redresser ses comptes. En procédant à ses efforts, elle agit pour elle-même, mais elle apporte aussi sa contribution à la croissance européenne. Elle attend légitimement de l'Union européenne qu'elle prenne en retour sa part de l'action pour la croissance durable et l'emploi, non qu'elle entrave le redressement par des politiques d'austérité et de dumping. Que personne ne s'y trompe : l'Europe entière risque le déclassement. Pour conjurer cette perspective, deux idées fausses sont à écarter : l'idée que nous pourrions faire sans l'Europe et l'idée que l'Europe pourrait continuer dans sa logique actuelle.

Des changements sont déjà intervenus depuis 2012, sous l'impulsion de la France qui a rallié à sa cause nos partenaires dans l'intérêt général européen : zone euro stabilisée, doctrine de la Banque centrale européenne assouplie, garantie jeunesse, pacte d'investissement, union bancaire, encadrement accru du recours au travail détaché, politique agricole modernisée et verdie, lutte renforcée contre l'évasion et la fraude fiscales, engagement d'une taxe sur les transactions financières.

Il faut maintenant aller plus loin, plus vite.

Pour soutenir la demande – l'instauration d'un salaire minimum en Allemagne va y contribuer – et relancer l'économie avec des grands projets d'infrastructures (transports durables, numérique, santé, rénovation thermique des logements et des bâtiments).

Pour adopter des règles d'après-crise : en matière de calcul des déficits publics qui doit exclure les investissements d'avenir ; de politique de la concurrence qui doit être moins dogmatique pour constituer des champions industriels européens – qui peuvent d'abord être nationaux ; de politique commerciale qui doit être moins naïve et faire prévaloir la réciprocité dans les échanges avec les autres régions du monde ; de pilotage de l'euro qui doit être au service de la croissance et de l'emploi en Europe – à cet égard, les récentes décisions de la BCE sont aussi décisives que positives ; de fiscalité, avec l'exigence que les profits soient taxés là où ils sont réalisés. De même, il est temps qu'un traité social, fixant un socle de droits pour tous les travailleurs européens et une directive cadre protectrice des services publics, soit discuté et adopté.

Pour concrétiser, enfin, l'Europe des énergies pour sécuriser les approvisionnements, économiser les consommations, diversifier les sources de production en misant sur les énergies renouvelables.

Dans la mondialisation, la France ne s'en sortira pas toute seule : le repli nationaliste est une dangereuse chimère. Et l'immobilisme, quand tout est mouvement, est un autre risque d'isolement : les autres pays, développés ou émergés, ne nous attendront pas. Nous devons rendre notre économie plus créative, plus productive, plus compétitive. C'est la condition du progrès social qui est le but de notre action. Une politique économique est toujours un moment et un moyen au service d'un objectif politique qui, pour les socialistes, est d'abord et au final un objectif social. C'est aussi un moyen pour faire entendre et gagner, dans les instances multilatérales, les analyses et les solutions régulatrices que portent les socialistes et les sociaux-démocrates. Mener la compétition et renforcer les coopérations vont de pair, de même que renforcer l'efficacité est un moyen de faire reculer les inégalités. Le fait que le sommet des dirigeants sociaux-démocrates réuni à Paris aille dans le sens d'une autre lecture des traités – c'est à dire une vision non dogmatique des critères de convergence et d'une demande de croissance – cet infléchissement va dans le bon sens.

LA GAUCHE, C'EST LA RÉFORME POUR LA JUSTICE SOCIALE ET L'EFFICACITÉ ÉCONOMIQUE

C'est pour mieux vivre qu'il faut mieux produire et, simultanément, l'amélioration des conditions de vie est indispensable à celle des conditions de production. C'est pourquoi le redressement du pays, annoncé avant l'alternance, engagé depuis, n'est pas seulement productif et que notre politique ne se réduit pas à la politique économique, ni celle-ci à l'économicisme. Sans justice, pas de progrès social. Sans justice, pas d'envie individuelle de contribuer à une ambition collective. Sans justice, pas d'économie dynamique. Inversement, sans réduction des déficits et de la dette, pas de système social durablement financé et faute de modernisation de notre appareil industriel, de notre système éducatif,

de notre organisation territoriale, alors moins de compétitivité, d'attractivité, d'activité.

Seuls les socialistes peuvent définir et à bâtir les compromis indispensables à un nouveau modèle de développement économique, social, environnemental, démocratique. C'est ce chemin qu'avait initié la déclaration actualisée des principes du Parti socialiste en 2008. C'est ce chemin que nous traçons pour la France et les Français depuis deux ans.

Une société décente, c'est une société qui donne sa chance à chacun et qui aide la jeunesse à construire sa vie. C'est pourquoi nous agissons pour l'éducation, en recrutant des professeurs et des personnels, en donnant la priorité au primaire, en investissant dans la formation des maîtres et en revalorisant le métier d'enseignant, en permettant des nouveaux rythmes éducatifs pour que le temps de l'apprentissage des savoirs fondamentaux corresponde le mieux possible aux temps de l'élève, en soutenant les formations professionnelles et de la voie technologique, en garantissant un véritable suivi des élèves en difficulté prolongée grâce à des moyens complémentaires, en instaurant des passerelles entre l'éducation et la découverte de l'entreprise, en agissant pour l'enseignement supérieur dans un contexte financier contraint, mais aussi développant le logement pour les étudiants, en créant les emplois d'avenir et les contrats de génération, en encadrant les stages.

Une société décente, c'est une société de l'accès pour tous. Accès au logement : oui, sont nécessaires une offre de logements accessibles et diversifiés adaptée aux besoins, l'encadrement des loyers à la première location ou à la relocation dans les zones de spéculation, le soutien à la construction de logements sociaux, la maîtrise de l'étalement urbain et la préservation des espaces naturels, ainsi que l'adaptation au vieillissement des logements et des équipements publics. Des efforts importants ont été réalisés depuis deux ans, d'autres doivent venir. L'accès à la santé, lui aussi, est inscrit dans la Constitution : construction de maisons de santé dans les territoires pour lutter contre la désertification médicale, développement des diagnostics précoces et de la prévention, mise en place de circuits courts pour les produits de l'agriculture paysanne afin d'améliorer notre alimentation, généralisation du tiers

payant, encadrement et plafonnement des dépassements d'honoraires, ces initiatives et d'autres déterminent notre action. De même, nous devons agir toujours davantage pour rendre effectif l'accès à la mobilité, au numérique, à une énergie au prix maîtrisé, ainsi qu'à la culture qui est au cœur de l'émancipation et de l'épanouissement des personnes.

Une société décente, c'est une société où l'avenir n'est lesté ni par les dettes ni par les inégalités. Rétablir et assainir les comptes publics n'est pas un objectif comptable mais un impératif politique, celui de la souveraineté et de la justice : des finances publiques dégradées compromettent l'avenir de la nation, réduisent les marges d'action du politique et pèsent d'abord sur les classes moyennes et les ménages modestes qui doivent payer la facture des dettes accumulées. La plus grande irresponsabilité du quinquennat Sarkozy aura concerné la gestion des finances de la nation : entre 2007 et 2012, la droite a diminué l'impôt des plus aisés en creusant les déficits et en reportant la charge sur tous les Français. C'est pourquoi nous avons entamé la réforme de notre fiscalité en rétablissant un vrai impôt sur la fortune, en fiscalisant les stock options, en créant une tranche supplémentaire de l'impôt sur le revenu à 45 % et une taxe à 75 % sur les plus hauts revenus, en repensant la fiscalité sur les revenus du capital. C'est pourquoi, après avoir demandé un effort au pays, nous engageons la réduction de la fiscalité directe sur les revenus modestes, en attendant de pouvoir le faire pour les classes moyennes, afin de rendre du pouvoir d'achat à nos concitoyens. Rendre notre fiscalité plus progressive reste un objectif des socialistes dans le cadre de la stabilité fiscale que les ménages appellent de leurs vœux.

La société décente, c'est aussi celle qui lutte contre la précarité, l'isolement, toutes les formes d'inégalités. C'est en affirmant l'égalité effective de tous devant les lois que reuleront les discriminations et les violences dans la société. À cet égard, nous sommes fiers des avancées réalisées depuis 2012 pour l'égalité entre les femmes et les hommes, pour l'ouverture du droit au mariage pour tous les couples. De même, nous sommes fiers de la nouvelle carte de la politique de la ville, plus efficace, plus simple, au service des habitants qui ont les revenus les plus faibles. Autre action que nous avons menée à bien, en dépit de l'opposition des

conservateurs : nos efforts pour lutter contre le surendettement, les contrats abusifs, les abus bancaires.

Une société décente, c'est aussi une société où la puissance publique est affirmée, décentralisée et efficace. Pour la droite, l'État est le problème : nous pensons qu'il est souvent une solution pour l'égalité et contre les excès du marché. Nous revendiquons les recrutements de professeurs, d'agents du Pôle emploi, de magistrats, de policiers et de gendarmes. Nous revendiquons l'action pragmatique mais stratégique et régulatrice de l'État dans la vie économique. Mais nous revendiquons tout autant la modernisation de l'État dans la mise en œuvre de ses missions, avec le recours au numérique par exemple. Surtout, nous savons que la puissance publique ne se réduit pas à l'État et à son périmètre, mais qu'elle s'assoit et s'appuie, depuis les lois de décentralisation mises en place par la gauche avec François Mitterrand et Pierre Mauroy, sur les collectivités locales, lieux d'innovation et d'expérimentation. C'est pourquoi la réforme territoriale voulue par le Président de la République est une chance pour la France, pour un meilleur service rendu aux usagers grâce à la clarification et la simplification des compétences, pour une compétitivité économique accrue grâce au rôle renforcé des régions et des métropoles, pour maîtriser les coûts en les mutualisant sur le long terme. Bien sûr, sa mise en œuvre doit s'accomplir avec le souci de la proximité, de la pédagogie, de la concertation avec les élus locaux, des moyens permettant le développement local. Le Parti socialiste, là aussi, a été et sera force de propositions.

Production, éducation, répartition, décentralisation forment le carré du redressement du pays engagé par François Hollande avec la majorité parlementaire. Ces priorités n'ont pas seulement vocation à remettre le pays, ses finances, son économie, ses entreprises, sur pieds, même si elles sont bien sûr des leviers de croissance et de compétitivité. Elles visent d'abord à améliorer la qualité de vie des Français, à combattre et à prévenir les inégalités, à répondre aux exigences d'efficacité, de sobriété et de proximité dans les réponses apportées aux citoyens.

LES PILIERS D'UN NOUVEAU PROGRESSISME POUR LE XXI^E SIÈCLE : LA FORMATION CONTINUELLE, L'ÉCO-DÉVELOP- PEMENT, LA NOUVELLE ÉTHIQUE DÉMOCRATIQUE

Le rôle du Parti, c'est aussi de tracer les perspectives d'un projet de société qui regarde au loin. Socialistes, nous ne séparons ni n'opposons la pensée et l'action, la théorie et la pratique, le global et le local, le présent et le futur, l'individu et le collectif. Pas davantage la gestion et la transformation. Au gouvernement du pays, nous sommes animés par les valeurs de la République et notre idéal socialiste, par la volonté d'être ambitieux et sérieux dans la conduite de l'action publique, mais aussi par une aspiration à un monde plus solidaire, une planète préservée, une humanité émancipée des préjugés où chacun s'accomplisse lui-même et s'épanouisse avec les autres. Un siècle après la disparition de Jaurès, son message nous porte et sa voix nous parle. Les convictions qui fondent le socialisme démocratique restent plus que jamais pertinentes, et même urgente, mais les modalités pour les faire advenir doivent être actualisées afin de prendre en compte les réalités d'un monde globalisé, où le capitalisme financier met en concurrence les peuples et les Etats, où les ressources naturelles viennent à manquer faute d'un modèle de développement raisonnable et responsable, viable et durable, où l'égalité réelle doit se construire à partir des aspirations individuelles. Face au nouveau bloc réactionnaire, plus que jamais, le socialisme est un humanisme et celui-ci passe par trois grands défis mobilisateurs.

La formation est le premier d'entre eux. Dans la mondialisation, la première des matières premières, c'est la matière grise. L'éducation et la formation sont le socle de l'autonomie, du développement social, de la préparation de l'avenir, de la compréhension mutuelle entre les individus comme entre les nations. Faire progresser l'esprit critique, c'est faire reculer l'obscurantisme. Faire avancer le savoir, c'est faire avancer la science, la recherche, l'innovation pour le bien de l'homme et de l'environnement. C'est pourquoi nous agissons pour l'accompagnement et l'éducation des enfants dès le plus jeune âge parce que les capacités intellectuelles

et relationnelles aujourd'hui nécessaires à la réussite scolaire s'acquièrent très tôt – et aussi parce que, souvent, les enfants des catégories populaires, qu'ils habitent à la ville ou à la campagne, n'ont pas les mêmes opportunités que les autres. C'est pourquoi nous mettons en œuvre la refondation de l'école de la République. C'est pourquoi l'orientation doit faire l'objet de toute l'attention des pouvoirs publics. C'est pourquoi le métier d'enseignant doit être au centre de la société, parce qu'enseigner, c'est transmettre. C'est pourquoi il faut donner une nouvelle ambition à l'enseignement supérieur et à l'université, au-delà de ce qui a déjà été initié. Mais l'éducation ne sera plus, dans le monde moderne, le moment d'une vie, mais la vie elle-même. Le compte formation créé par la gauche est une clé importante pour ce nouveau monde. Nous aurons à en forger d'autres, fondées sur la mobilité, l'accès aux nouvelles technologies et à leurs usages, la lutte contre l'illettrisme dans toutes ses dimensions.

La transformation écologique est un autre défi collectif et massif. La préservation de l'environnement autant que la redémarrage économique passent par un nouveau contenu de la croissance. La lutte contre le changement climatique exige que soit repensé notre modèle de développement, à tous les échelons – national, européen, mondial. Le dernier rapport du GIEC a indiqué que, faute d'une réaction à la hauteur de l'enjeu, faute de politique climatique exigeante et efficace, la terre se réchauffera de 4 degrés d'ici la fin du siècle. La conférence de Paris sur le Climat en 2015 sera un rendez-vous décisif pour l'avenir de la planète. En France, le projet de loi de transition énergétique proposé par le gouvernement constitue un point d'appui majeur. Elle est aussi une importante contribution à l'indispensable Europe de l'énergie. Socialistes, nous sommes partisans de l'efficacité énergétique car la première énergie économisée est celle qui n'est pas consommée : elle passe notamment par des investissements, publics et privés, dans l'isolation et la rénovation thermiques des logements et des bâtiments, sur l'éco-conception et l'économie circulaire, sur le déploiement des éco- et des agro-matériaux. Nous œuvrons aussi pour un nouveau mix énergétique, avec la volonté de réduire la part du nucléaire dans la production d'électricité de 75% à 50 % d'ici 2025 et le développement des énergies nouvelles en soutenant la création de nouvelles filières industrielles. Nous nous engageons pour que la transition énergétique

soit au cœur des politiques publiques locales, en matière de transports notamment, et internationales, pour que soient préservée la biodiversité et réduites les émissions de gaz à effet de serre. Le temps d'opposer croissance économique et préservation écologique est révolu : l'une ne peut se concevoir que par et pour l'autre. C'est ce que les socialistes, qui ont consacré la social-écologie dans la précédente décennie, appellent éco-développement et qu'ils portent dans les collectivités locales, à la tête de l'État, au sein des institutions européennes et des instances multilatérales.

Le monde du futur doit reposer sur un nouveau compromis entre capital, travail, environnement, mais aussi démocratie. C'est pourquoi forger une nouvelle éthique démocratique est le troisième défi que se donnent les socialistes. Ce fut notre combat au XX^e siècle face aux totalitarismes. C'est notre combat pour le XXI^e siècle face à ce qui menace l'État de droit, les libertés publiques, les droits de l'homme et du citoyen. Face aux tentations autoritaires et aux dégâts que provoque l'argent lorsqu'il devient une fin, face à la résignation que génère la société de marché, aux reculs que provoque la technique lorsqu'elle n'est pas mise au service du progrès économique et social, nous devons, socialistes français avec nos camarades sociaux-démocrates européens et du monde entier, affirmer l'esprit public. Le chantier est immense car toujours, la démocratie doit être consolidée et prolongée. Elle doit être plus représentative : en faisant voter une loi ambitieuse sur le non cumul des mandats, la gauche a permis, récemment, des avancées importantes pour la parité, le renouvellement, le rajeunissement de la vie publique. Dans l'histoire de la République, le gouvernement Fillon restera sans doute le dernier à n'avoir pas été composé à parité de femmes et d'hommes : là aussi, il y aura un avant et un après 2012. Part de proportionnelle, droit de vote pour les étrangers résidant légalement dans notre pays depuis cinq ans pour les élections locales, rôle d'évaluation et de contrôle accru pour le Parlement à l'ère du non cumul, des pas restent à franchir pour nos institutions. Plus représentative, la démocratie doit aussi être transparente – c'est le sens des dispositions que la gauche a voulues l'an dernier et que la droite a combattues, pour lutter contre les conflits d'intérêts ou déclarer le patrimoine des parlementaires et des ministres – et plus participative – il y a en la matière des gisements d'innovation citoyenne à explorer. Mais la nouvelle éthique démocratique suppose aussi de garantir

l'indépendance de la justice – avec la gauche, c'est le cas –, d'humaniser les prisons, de lutter contre toutes les discriminations, de conforter le pluralisme des médias, de renforcer les contre-pouvoirs, de protéger les lanceurs d'alerte. L'exigence démocratique, pour nous socialistes, est aussi une espérance pour le fonctionnement de l'Union européenne et les institutions internationales. C'est par la démocratie que la globalisation se fera universalisme.